Séance du Conseil du 12 octobre 2026

Affirmation de l'opposition du Département du Val-de-Marne au projet Thermo-sur-Seine à Vitry-sur-Seine : approbation du cahier d'acteur

Intervention de Nicolas Bescond
Groupe Val-de-Marne en commun – PCF et citoyen·nes

Monsieur le Président, Chèr·es collègues,

Vous nous présentez aujourd'hui un cahier d'acteur qui réaffirme l'opposition du Val-de-Marne au projet Thermo-sur-Seine à Vitry-sur-Seine. Notre groupe renouvelle son opposition à ce projet et votera favorablement ce cahier.

Nous partageons l'ensemble des inquiétudes sanitaires et environnementales qu'il exprime. Nous en partageons aussi l'exigence démocratique. La concertation, comme vous l'avez rappelé, doit être transparente et permettre un débat réel.

La question démocratique ne commence d'ailleurs pas avec cette concertation. Thermo-sur-Seine est d'abord le produit d'un choix parisien, alors que ses conséquences concernent directement Vitry et bien au-delà. Il y a pour nous un déficit démocratique initial de ce projet : on ne peut pas définir d'abord une solution et demander ensuite aux territoires qui en supporteront les conséquences de venir en débattre. Par son implantation, sa connexion avec Ris-Orangis et sa vocation à participer au réseau de chaleur parisien à l'échelle de 16 communes, le sujet est départemental, voire régional.

Mais au-delà de l'opposition à une nouvelle unité de combustion dans notre département, nous pensons qu'il faut aller plus loin.

La sortie des énergies fossiles est une nécessité écologique, un enjeu de paix et une urgence sociale. Notre dépendance aux hydrocarbures importés nous expose aux crises internationales et à la volatilité des prix, avec des conséquences directes pour les ménages et les collectivités.

Cette dépendance n'est pas une fatalité : elle résulte de choix politiques qui ont prolongé notre enfermement dans les fossiles et retardé la transition alors que certains acteurs du secteur énergétique ont accumulé et accumulent encore des profits records. La justice a d'ailleurs reconnu la carence fautive de l'État dans le respect de ses objectifs climatiques.

C'est précisément pour cela que nous refusons le faux choix entre Thermo-sur-Seine d'un côté et la poursuite du gaz de l'autre, comme proposé par les porteurs de projet. La vraie question est de savoir comment sortir des énergies fossiles tout en protégeant la santé, les usagers et les territoires.

Avant de dimensionner une installation de cette ampleur, il faut partir des besoins réels : ceux du sud-est métropolitain, ceux liés à la sortie du gaz et ceux du développement futur du réseau parisien.

Les leviers sont connus, ils sont inscrits dans le cahier : rénovation thermique, géothermie, récupération de chaleur, réduction des besoins. Le cahier d'acteur reconnaît d'ailleurs le travail accompli par les communes val-de-marnaises dans le développement de la géothermie profonde, ressource locale, renouvelable et faiblement émettrice.

Mais citer des alternatives n'est pas encore construire une alternative. Le Département doit contribuer à les construire, avec les collectivités concernées et des expertises publiques et indépendantes, à partir des besoins réels du territoire. Nous devons permettre d'évaluer les conséquences sanitaires et environnementales du projet et de faire émerger d'autres scénarios crédibles.

Notre responsabilité est de créer les conditions pour que plusieurs choix existent réellement et puissent être comparés démocratiquement. Et cette exigence, nous l'adressons d'abord à la Ville de Paris et aux porteurs du projet.

Ils doivent rendre transparentes les données qui ont conduit à retenir cette solution et accepter de confronter Thermo-sur-Seine à d'autres scénarios, étudiés avec le même niveau d'exigence.

La concertation ne peut pas opposer aux habitants un projet déjà construit d'un côté et la poursuite du gaz de l'autre. Elle doit permettre de comparer réellement plusieurs solutions.

Enfin, les conséquences de l'incinération ne pourront pas être traitées uniquement en aval. Nous devons aussi agir à la source, lutter contre la surproduction et la surconsommation et réduire la quantité de déchets que nous produisons.

Nous voterons donc ce cahier d'acteur. Mais nous appelons le Département à aller plus loin : contribuer à construire les alternatives et exiger de Paris qu'elles soient réellement étudiées, comparées et débattues.

Sortir des énergies fossiles, protéger la santé et le pouvoir d'achat, respecter notre territoire et la démocratie : nous refusons de choisir entre ces différents objectifs.

Je vous remercie.

Seul le prononcé fait foi